

# Asie centrale

## Centre d'Achgabat

[Map page 65]

Ashgabat = Achgabat

- Centre in Ashgabat = Centre d'Achgabat

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 65]

*Le Centre d'Achgabat a continué de sensibiliser aux engagements et aux principes de l'OSCE et a mis de plus en plus l'accent sur le partage de données d'expérience concernant leur traduction en politiques concrètes. En coopération avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), il a suivi les élections présidentielles de février et a développé son programme d'appui sur les questions électorales ainsi que les cours de formation sur le droit international relatif aux droits de l'homme. Le Centre a consolidé ses activités visant à renforcer la sécurité et la gestion des frontières avec des formations tant au Turkménistan qu'à l'étranger. Il a également intensifié sa coopération avec les établissements d'enseignement supérieur du Turkménistan en organisant des manifestations portant sur les droits de l'homme et le développement économique, et a accordé un soutien accru aux organisations locales promouvant l'éducation.*

### Activités liées à la dimension politico-militaire

**Renforcement de la sécurité et de la gestion des frontières.** Le Centre a organisé une série de cours de formation visant à affiner les compétences des agents assurant la sécurité aux frontières de l'ensemble du pays dans le domaine du trafic de drogue et d'autres formes de contrebande. Les participants ont été formés à la recherche et à l'identification des drogues et ont appris comment détecter les marchandises de contrebande en utilisant les appareils de radiographie et les techniques de fouille les plus récents.

Plusieurs responsables des douanes et des frontières ont également participé à des cours de formation pratique organisés par le Centre en Allemagne sur la gestion des frontières et la formation à dispenser aux agents des douanes.

**Formation de la police.** Le Centre a organisé à l'Académie de police turque d'Ankara un cours d'une semaine consacré à la police de proximité. Six responsables de la police du Turkménistan ont reçu une formation à l'éthique et aux responsabilités policières ainsi qu'aux méthodes permettant d'instaurer la confiance au sein des communautés.

**Renforcement de la confiance et de la sécurité.** Le Centre a organisé un voyage de formation au Centre de vérification des forces armées allemandes à l'intention de six spécialistes turkmènes de la maîtrise des armements. La formation a été consacrée aux mesures de confiance et de sécurité de l'OSCE et a comporté une participation à une inspection réelle en Suisse.

### **Formation spécialisée sur les droits de l'homme dans la dimension politico-militaire**

L'application du droit humanitaire international dans les conflits armés et dans les opérations de sécurité intérieure a constitué le thème central d'un cours de formation organisé par le Centre en août à l'intention des forces armées et des agents des forces de l'ordre. Ce cours avait également pour objet d'aider les forces armées turkmènes à intégrer les principes considérés dans leurs programmes de formation.

En novembre, le Centre a organisé un cours de formation à l'intention des fonctionnaires turkmènes sur l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ce cours a été consacré essentiellement aux aspects opérationnels et techniques des initiatives concernant la lutte contre le terrorisme et aux problèmes de protection des droits de l'homme dans ce domaine.

### **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

**Assistance au Turkménistan dans son intégration à l'économie mondiale.** Le Centre a organisé des conférences à Achgabat sur les marchés financiers mondiaux et la finance internationale. Plus de 150 étudiants, professeurs et jeunes professionnels d'organismes financiers du Turkménistan y ont assisté.

**Sensibilisation à l'environnement.** Le Centre a continué de fournir un appui à une série de camps couronnés de succès sur l'écologie dans la ville de Khazar, sur la mer Caspienne, au cours desquels des écoliers ont été sensibilisés aux problèmes environnementaux et à la préservation de la nature au cours de leurs vacances scolaires.

**Appui au développement du secteur du tourisme.** À l'invitation du Centre, deux experts kirghizes ont fait des exposés sur le concept de tourisme communautaire, tenu des réunions avec des entreprises touristiques privées et visité des sites touristiques afin de déterminer le potentiel de développement du tourisme communautaire au Turkménistan.

**Séminaire pour femmes chefs d'entreprise.** Faciliter le développement des petites et moyennes entreprises constituait l'objectif d'un séminaire à l'intention des femmes chefs d'entreprise organisé par le Centre dans la région de Mary, dans le Sud-Est du pays. Ce séminaire était axé sur la planification et le marketing stratégiques et avait pour objet de familiariser les participantes avec les outils nécessaires au lancement d'une entreprise.

### **Activités liées à la dimension humaine**

**Cours sur le droit international relatif aux droits de l'homme.** Le Centre a élargi la série de cours de formation qu'il organise à l'intention de fonctionnaires sur l'incorporation des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le système juridique national. En 2007, les cours ont été axés sur les normes en matière de droits de l'homme qui concernent l'arrestation, la détention et les droits des accusés.

Pour la première fois, le Centre a organisé une série de conférences sur le droit international relatif aux droits de l'homme à l'intention d'étudiants de l'Université d'État du Turkménistan.

**Appui à la réforme législative.** Le Centre a fourni des avis et des conseils juridiques sur les meilleures pratiques à l'appui de la réforme législative en cours au Turkménistan. Il a donné plus de 1 200 consultations juridiques à des citoyens. Il a organisé un voyage d'étude d'une semaine en Allemagne en faveur de quatre membres du Parlement turkmène, qui ont échangé leurs expériences concernant le travail parlementaire et les processus législatifs et se sont entretenus de questions d'autonomie locale avec leurs homologues allemands.

**Appui au dialogue avec le BIDDH et aux activités liées à l'élection présidentielle.** Le Centre a facilité les activités de l'équipe d'experts chargée de fournir un appui en matière électorale, qui avait été déployée par le BIDDH à l'invitation des autorités turkmènes. L'équipe a aidé le Centre à assurer le suivi de l'élection présidentielle du 11 février et à faire rapport à son sujet, et a recueilli des informations sur les élections afin d'identifier d'éventuels domaines de coopération pour l'avenir.

Le Centre a facilité la visite de l'Ambassadeur Christian Strohal, Directeur du BIDDH, qui a convenu avec les autorités turkmènes de développer la coopération aux fins du processus de réforme législative du pays, en particulier dans les domaines des élections et de la justice pénale.

**Appui à la mise en œuvre par le Turkménistan des engagements de l'OSCE concernant des élections démocratiques.** Le Centre a organisé un séminaire à l'intention de plus de 70 observateurs turkmènes des élections venus de tout le pays. Le séminaire a donné une vue d'ensemble des engagements de l'OSCE et des autres normes internationales concernant les élections et a présenté la méthodologie du BIDDH pour l'observation des élections.

**Promotion de l'égalité entre les sexes.** Afin de promouvoir l'égalité entre les sexes, le Centre a appuyé le projet *Tech Age Girls*, qui a donné à de jeunes femmes l'occasion de développer leurs compétences en matière de technologie de l'information et de jouer des rôles de premier plan au sein de leur communauté. Le Centre a également organisé un certain nombre d'exposés publics et de sessions de formation sur l'égalité entre les sexes et la violence domestique.

### ***Appui à la promotion des jeunes***

*Le Centre a apporté son appui à des organisations locales proposant des cours d'anglais et d'informatique et d'autres activités afin d'aider les jeunes à acquérir des compétences importantes et à nouer des relations de coopération. Au cours des congés scolaires, il a facilité la tenue de divers camps et d'autres manifestations axés sur la protection de l'environnement, l'éducation civique ainsi que la prévention de l'abus de drogues et celle de la transmission du VIH. Dans son unité de l'information, qui offre également un accès à des ordinateurs, à l'Internet ainsi qu'à des publications sur des questions liées à l'OSCE, le Centre a organisé des manifestations spéciales et des sessions de formation à l'intention de groupes de jeunes et de jeunes dirigeants.*

### ***Cours sur les droits de l'homme***

*« Il est très important que le thème des droits de l'homme soit abordé dans un contexte juridique précis de sorte que les États sachent concrètement comment traduire le droit international dans leur système juridique national, » a dit le Professeur Douwe Korff, spécialiste des droits de l'homme et de droit comparé, qui a participé aux projets appuyés*

*par l'OSCE au Turkménistan ces quatre dernières années. « Du fait que, cette année, nous indiquons plus précisément comment les principes et droits de l'homme sont appliqués dans l'administration de la justice, les participants sont mieux à même de relier les concepts et la législation à leur situation quotidienne et à leur travail ».*

*Chef du Centre :*

*M. l'Ambassadeur Ibrahim Djikic*

*Budget approuvé : 1 228 400 €*

*<http://www.osce.org/ashgabad/>*

## Centre d'Astana

[Map page 67]

Astana = Astana

Almaty = Almaty

- ⊙ Centre in Astana = Centre d'Astana
- Liaison Office = Bureau de liaison

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 67]

*Favorisant la transparence dans ses activités, le Centre a suivi une « approche triangulaire » assurant la participation des organismes officiels, de la société civile et de l'OSCE aux projets mis en œuvre. Il a favorisé le renforcement de la confiance et de la sécurité, une meilleure gestion des frontières et la lutte contre le terrorisme. La promotion du développement durable et de la gestion des eaux transfrontières ont également été au centre de ses activités. Dans le domaine de la dimension humaine, le Centre a accordé une attention particulière au développement des médias, à la réforme judiciaire et juridique, à la protection des minorités religieuses, aux questions relatives à l'égalité entre les sexes et à la lutte contre la traite. En juin, en vertu d'une décision du Conseil permanent, le Centre a été transféré d'Almaty à Astana et rebaptisé en conséquence. Almaty conserve un bureau de liaison.*

### Activités liées à la dimension politico-militaire

**Renforcement de la confiance.** Le Centre a continué, par le biais de séminaires de formation, à promouvoir la mise en œuvre des mesures de confiance et de sécurité conformément au *Document de Vienne 1999*. Ces formations ont été organisées conjointement avec le Ministère de la défense.

**Constitution d'une force de police moderne.** En coopération avec les responsables de la police, le Centre a facilité des tables rondes entre le personnel des services de police et des représentants de la société civile sur l'observation publique des activités de la police.

**Gestion des frontières.** Le Centre, en coopération avec les autorités nationales et d'autres organisations internationales, a dispensé une formation à des gardes-frontière kazakhs en vue d'améliorer les contrôles aux frontières en promouvant les meilleures pratiques internationales.

**Lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.** Le Centre a apporté son appui à un programme de quatre mois commun aux missions de l'OSCE en Asie centrale au cours duquel des maîtres-chiens ont été formés à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

**Développement du système législatif.** Le Centre a coopéré avec d'autres organisations internationales pour organiser des tables rondes et des sessions de formation à l'intention des

députés et des responsables gouvernementaux. Le but de ces manifestations était de préparer les travaux d'un organisme spécial devant être créé par le Parlement pour élaborer des stratégies de développement parlementaire et encourager une plus large participation de la société civile aux processus législatifs.

**Observation des élections et éducation des électeurs.** Le Centre a rapidement réagi à la convocation d'élections législatives anticipées au mois d'août, en proposant des cours de formation à l'intention des observateurs locaux des élections. Afin de sensibiliser les futurs électeurs à ce sujet, le Centre a appuyé la publication et la diffusion de documents d'information à l'intention de la jeunesse dans l'ensemble du pays.

### **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

**Développement durable.** Le Centre a assisté le Kazakhstan dans la mise en œuvre de son *Concept pour la transition vers le développement durable 2007-2024* en menant des activités de sensibilisation auprès des responsables gouvernementaux et des organisations non gouvernementales. Des adolescents venus de la région de la mer d'Aral ont participé au camp d'été de cette année sur le développement durable.

**Gestion des eaux transfrontières.** Le Centre a, en coopération avec l'ONU, organisé des manifestations régionales portant sur la coopération transfrontière dans le domaine de la gestion des nappes phréatiques. Il a également apporté son assistance pour l'élaboration du mandat de la commission bilatérale de l'eau entre le Kazakhstan et le Kirghizistan sur la Tchou et la Talas.

**Accès à la justice en matière d'environnement.** Avec des experts kazakhs de la Cour suprême et des membres du monde universitaire, le Centre a élaboré un manuel à l'intention des juges sur l'accès à la justice en matière d'environnement. Ce projet fait partie d'un programme à long terme visant à promouvoir l'application de la *Convention d'Aarhus* parmi les institutions gouvernementales et la société civile.

### **Activités liées à la dimension humaine**

**Réformes judiciaire et juridique.** Le Centre a continué, conjointement avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), de s'attacher à promouvoir les principes et les meilleures pratiques relatifs aux réformes de la justice pénale, notamment en ce qui concerne l'autorisation judiciaire d'arrestation et l'humanisation du système pénitentiaire. L'achèvement, au début de l'année, du *Projet d'observation des procès*, mis en œuvre par le BIDDH en coopération avec le Centre, a marqué un tournant. Le Centre a ultérieurement mené un projet complémentaire afin d'élaborer des recommandations pour l'application des procédures dans un tribunal, recommandations qui sont déjà appliquées.

**Droits de l'homme et démocratisation.** Au cours de réunions et de tables rondes sur les normes et pratiques juridiques internationales en matière liberté de religion ou de conviction, organisées en coopération avec les autorités kazakhes, des organisations non gouvernementales et les experts du Conseil consultatif du BIDDH sur la liberté de religion ou de conviction, le Centre a concentré son attention sur les droits des religions tant majoritaires que minoritaires.

**Parité des sexes.** Dans le cadre des travaux sur un projet de loi concernant l'égalité entre les sexes, le Centre a organisé des visites d'étude en Fédération de Russie et en Lituanie à l'intention d'un groupe de députés, visites qui ont été suivies d'une table ronde sur les meilleurs modèles de législation en la matière.

**Lutte contre la traite.** En collaboration avec l'Unité pour les questions stratégiques de police, le Centre a dispensé une formation intensive de trois semaines à des procureurs et à des policiers sur les nouvelles techniques d'investigation. Le Centre a continué de former des responsables régionaux aux normes internationales, notamment aux mécanismes nationaux d'orientation, à l'aide d'une contribution extrabudgétaire de l'Allemagne et avec le concours d'experts fournis par le BIDDH.

**Développement des médias.** Le Centre a facilité des échanges de vues entre experts sur l'amélioration en cours de la législation relative aux médias. Il a continué d'appuyer la formation des journalistes, notamment en langue kazakhe, en mettant un accent particulier sur les régions. Les sujets abordés comprenaient les reportages sur les activités parlementaires, la couverture des questions relatives au terrorisme et la législation des médias et du travail. Cette formation a également été proposée à des juristes spécialistes des médias.

*Chef du Centre:*

*M. l'Ambassadeur Ivar Vikki*

*Budget approuvé : 1 981 800 €*

[www.osce.org/astana](http://www.osce.org/astana)

## Centre de Bichkek

[Map page 69]  
Bishkek = Bichkek  
Osh = Och

- ⊙ Centre in Bishkek = Centre de Bichkek
- Field Office = Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 69]

*Le Centre a appuyé le processus de réforme constitutionnelle qui a été au centre des préoccupations politiques en République kirghize en 2007 et qui a fait l'objet d'un vif débat entre le Gouvernement et l'opposition. Le processus a abouti à l'adoption d'une nouvelle constitution et à des élections législatives anticipées. Le Centre a fourni aux autorités et à la société civile une assistance en matière électorale.*

*Le Centre a continué d'œuvrer à ses engagements à long terme concernant la réforme de la police, l'Académie de l'OSCE et le développement des médias dans les régions. Il a également apporté un appui au pays hôte dans l'amélioration des droits de l'homme, de la sécurité écologique, de l'efficacité des institutions politiques et de la bonne gouvernance, tant dans le nord que dans le sud du pays. Il a travaillé au renforcement du cadre juridique dans divers domaines tels que le système pénitentiaire, le développement économique, les migrations, la lutte contre la traite des êtres humains et la violence domestique.*

### **Activités liées à la dimension politico-militaire**

**Programme relatif à la police.** Le Centre s'est employé principalement à encourager la police à s'approprier le processus de réforme. Il a formé des enquêteurs locaux et des experts en police scientifique aux méthodes policières basées sur des analyses et aux interventions d'urgence. Il a aidé à consolider la police de proximité dans l'ensemble du pays et a œuvré au renforcement des compétences en matière de gestion de la police.

**Appui au développement des institutions politiques.** Le Centre a dispensé une formation à des représentants de partis politiques sur l'amélioration des structures organisationnelles et sur la façon de mener des campagnes efficaces. Il a donné l'occasion aux branches méridionales des partis politiques de faire entendre leur voix en direct lors de débats à la radio et à la télévision. Il a dispensé des conseils juridiques d'experts au Parlement national et a proposé des cours de formation aux conseils locaux sur les techniques de contrôle.

**Prévention des conflits.** Le Centre a appuyé des mesures de confiance et des formations visant à promouvoir la tolérance interethnique dans les communautés visées du nord du pays. Il a aidé à la création d'un vivier d'experts dans le domaine de la prévention des conflits, constitué de membres d'institutions publiques et de la société civile. Dans ses activités relatives aux migrations, à la tolérance interethnique et à la prévention des conflits dans les zones frontalières du sud du pays, le Centre a accru ses efforts visant à impliquer les autorités



et les acteurs locaux. Il a favorisé, à l'échelle nationale, un débat sur la liberté de religion et de conscience qui a débouché sur une réunion de haut niveau de représentants d'organismes publics, des diverses communautés religieuses, d'organisations non gouvernementales et des médias à Bichkek en septembre.

**Développement des médias.** Le Centre a continué d'appuyer les centres provinciaux de ressources pour les médias de Talas, Karakol et Batken et aidé à en ouvrir un autre à Naryn. Il a continué à donner des consultations juridiques aux médias locaux et à assurer des médiations en leur faveur et ainsi qu'à dispenser une formation à des journalistes sur les questions ethniques.

### **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

**Questions économiques.** Le Centre a appuyé les réformes gouvernementales visant à améliorer le climat des investissements et des affaires au Kirghizistan, comme le demandaient les associations professionnelles, des groupes de travail sur la réforme législative et la cour d'arbitrage. Il s'est attaché à accroître les possibilités commerciales offertes aux membres de groupes vulnérables en dispensant une formation à la gestion des petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux fonctions de guide touristique. Il a également diffusé auprès des jeunes des informations sur les études universitaires dans le domaine commercial.

**Questions environnementales.** Conformément aux orientations données par la Présidence espagnole, le Centre a accordé la priorité à la prévention de la dégradation des sols et à la bonne gestion des ressources en eau. Il a aidé un groupe de travail technique à attirer l'attention de donateurs potentiels sur le problème des résidus de traitement de l'uranium. Il a favorisé la conservation de l'eau et des méthodes correctes d'irrigation et soutenu des campagnes visant à prévenir la pollution des cours d'eau et des lacs.

**Bonne gouvernance.** Le Centre a continué de fournir une assistance à l'Agence nationale pour la prévention de la corruption. Dans trois provinces du sud du pays, il a sensibilisé à la corruption dans l'octroi des prestations sociales. Il a favorisé des auditions budgétaires publiques dans les universités, les administrations locales et le secteur industriel.

### **Activités liées à la dimension humaine**

**Réforme constitutionnelle et juridique.** Le Centre a appuyé la mise en œuvre de la nouvelle constitution du Kirghizistan, adoptée par l'Assemblée législative le 30 décembre 2006, notamment en ce qui concerne l'abolition effective de la peine de mort et l'octroi aux seuls tribunaux de l'autorité d'approuver les arrestations. Il a prêté son concours pour les débats publics qui ont précédé le référendum national sur la nouvelle constitution et le code électoral tenu le 21 octobre. Lorsque des élections législatives anticipées, les premières à être organisées au scrutin proportionnel conformément au nouveau code, ont été annoncées pour le 16 décembre, le Centre a rapidement mobilisé ses ressources pour éduquer les membres des commissions électorales, les partis politiques et les électeurs et pour appuyer les observateurs nationaux indépendants et les débats télévisés.

**Promotion du respect des normes internationales en matière de droits de l'homme.** La fourniture d'un appui au programme national du Kirghizistan pour la réforme du système pénitentiaire, qui devrait être mené à bonne fin en 2010, est restée une priorité. Le Centre a

aidé à mettre en œuvre la nouvelle loi humanisant la législation pénale et à améliorer les compétences du personnel pénitentiaire. Il a joué un rôle central dans l'amélioration du traitement des détenus et du respect des droits de l'homme dans les établissements de détention provisoire dans les provinces de Naryn, Talas, Och et Jalalabat ainsi qu'au Centre d'adaptation et de réinsertion pour mineurs de Bichkek.

Le Centre a continué de prêter son concours au Centre de formation des procureurs et de faciliter l'accès des pauvres à l'aide juridique gratuite. Il a également commencé à appuyer des actions en justice stratégiques relatives à des cas de torture.

**Promotion de l'égalité entre les sexes et lutte contre la traite des êtres humains.** Le Centre a favorisé la participation des femmes aux élections pour le Conseil local d'Och en octobre. Il s'est attaché à aider à prévenir la violence domestique dans les zones rurales en favorisant la création de groupes d'entraide féminine au niveau local, en formant des responsables des forces de l'ordre et des magistrats et en fournissant un appui aux victimes de violences domestiques dans les centres d'hébergement. En décembre, le Centre a collaboré avec le Secrétariat de l'OSCE et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en aidant à organiser une table ronde sur la lutte contre la traite des êtres humains dans la région de l'Asie centrale.

### *Académie de l'OSCE*

*Désormais dans sa cinquième année d'existence, l'Académie de l'OSCE a diplômé 25 étudiants qui ont obtenu une maîtrise en sciences politiques et a inscrit 23 étudiants d'Asie centrale. Elle a élargi son programme de formation et lancé un nouveau projet de recherche intitulé Histoire orale du Tadjikistan indépendant.*

*Chef du Centre:*

*M. l'Ambassadeur Markus Mueller*

*Budget approuvé : 4 085 800 €*

*[www.osce.org/bishkek](http://www.osce.org/bishkek)*

## Centre de Douchanbé

[Map page 72]

Khujand= Khoudjand

Garm = Garm

Dushanbe = Douchanbé

Kulyab = Kouliab

Kurgan-Teppa = Kourgan-Tioubé

Shartuz = Shartuz

- Centre in Dushanbe = Centre de Douchanbé
- Field Office = Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 72]

*Le Centre de Douchanbé a continué d'appuyer le Tadjikistan en appliquant une approche équilibrée et globale de la sécurité dans les trois dimensions. Une réunion de travail de haut niveau et un appel public à idées ont permis au Centre d'intensifier son dialogue avec le Gouvernement et la société civile pour déterminer conjointement comment relever les défis dans les domaines du dialogue politique, de la sécurité, du développement économique, de la protection de l'environnement, de la démocratisation, du développement des médias et de l'égalité entre les sexes.*

### Activités liées à la dimension politico-militaire

**Dialogue politique et éducation civique.** Avec la coopération du Conseil public du Tadjikistan, le Centre a organisé 10 réunions du Club du partenariat social pour stimuler le dialogue entre le Gouvernement, les partis politiques et la société civile sur des questions d'actualité. Des camps d'été consacrés à l'éducation civique ont sensibilisé des élèves du secondaire et des étudiants à la démocratie et aux droits de l'homme.

**Assistance à la police.** Le Centre a appuyé le Centre de formation canine du Ministère de l'intérieur. Il a été convenu avec ce dernier, au cours d'une visite d'information de l'OSCE, qu'une mission conjointe d'évaluation des besoins en matière de formation et de réforme de la police serait effectuée en 2008.

**Armes légères et de petit calibre et munitions conventionnelles.** Le Centre a entamé la deuxième phase de son programme de destruction d'explosifs, de rénovation des sites de stockage d'armes légères et de petit calibre et de construction de sites de stockage pour les munitions conventionnelles. Il a mené à bien la destruction de propulseurs d'appoint pour les missiles C-75 en excédent.

Le Centre apporte son soutien à neuf sections de déminage manuel, 12 équipes de chiens détecteurs de mines et une équipe de levé au Tadjikistan. Son partenaire pour le déminage, à savoir la Fondation suisse de déminage, a déminé une superficie record de 635 000 mètres carrés, détruit plus de 2 106 mines antipersonnel et trois mines antichars. Ce total représente

plus du double de la quantité détruite en 2006. En outre, 740 munitions à dispersion et engins non explosés ont été localisés et détruits. Le nouveau projet pilote de l'OSCE relatif à la réexécution de levés des zones minées du Tadjikistan a débouché sur la reclassification en terres disponibles pour des activités économiques de 18 kilomètres carrés auparavant suspectés d'être minés.

**Sécurité des frontières.** Le Centre, en coopération avec l'Unité des frontières du Secrétariat, a poursuivi ses consultations avec le Gouvernement tadjik sur l'élaboration de projets relatifs aux frontières en réponse à la demande d'assistance formulée en juillet par le Gouvernement pour renforcer la gestion et la sécurité des frontières, en particulier la frontière afghano-tadjike. En novembre, trois grands projets ont été soumis aux États participants en vue d'un financement extrabudgétaire ; ils portent sur le développement d'une stratégie nationale pour la gestion des frontières, sur un programme de formation à la programmation et à la direction de patrouilles aux frontières et sur une assistance en matière de douanes.

### **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

**Encouragement du développement économique.** À l'appui des efforts déployés par le pays hôte pour encourager le développement des petites entreprises et des exploitations agricoles, le Centre a continué d'apporter une aide à un réseau de centre de ressources et de formation créé à leur intention dans dix localités de l'ensemble du Tadjikistan. La *Société financière internationale* a dispensé une formation spécialisée par le biais des centres de l'OSCE. Les quatre centres de ressources régionaux pour travailleurs migrants potentiels ont élargi leurs services, en complétant leurs activités d'information et de conseil par un service de placement. Un réseau de centres d'information pour chefs d'entreprises désireux de se lancer dans des activités commerciales transfrontières a été inauguré fin novembre avec un Forum commercial destiné aux hommes d'affaires tadjiks et afghans.

**Promotion de l'application de la Convention d'Aarhus.** Le Centre Aarhus créé par l'OSCE à Douchanbé a continué de servir de plate-forme pour la coopération sur des questions environnementales et a fourni une assistance technique au Ministère de l'agriculture et de la protection de l'environnement pour mettre la dernière touche à la nouvelle loi nationale sur la protection de la nature ainsi qu'à cinq arrêtés.

**Aide à l'élaboration de stratégies environnementales.** Le Centre a aidé le Ministère de l'agriculture et de la protection de l'environnement à élaborer deux stratégies environnementales sectorielles concernant respectivement la dégradation de l'air et la dégradation des sols et a continué d'appuyer les efforts du Gouvernement visant à améliorer sa stratégie environnementale nationale.

**Sensibilisation à l'environnement.** Le Centre a aidé à réduire les effets négatifs de l'activité humaine sur l'environnement naturel du Tadjikistan en appuyant des campagnes de sensibilisation à la télévision, à la radio et dans d'autres médias nationaux à l'intention d'une audience potentielle représentant environ 51 % de la population.

**Mouvement national des patrouilles vertes.** Le Centre a appuyé une campagne menée par 16 000 jeunes gens organisés en patrouilles vertes, qui visait à sensibiliser les élèves et les étudiants aux questions environnementales. Il a également appuyé les activités des patrouilles, notamment la plantation de plus de 70 000 arbres pour enrayer l'érosion.

## Activités liées à la dimension humaine

**Droits de l'homme et démocratisation.** Le Centre a organisé plusieurs grandes tables rondes consacrées aux droits de l'homme et à la démocratisation, notamment la *Réunion préparatoire sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine* et une réunion sur le projet de loi relatif à la liberté de conscience et aux unions confessionnelles. Il a tenu des réunions bimensuelles du Groupe de travail sur la réforme du système pénitentiaire et tenté d'évoquer avec le Gouvernement la question de l'accès aux prisons. Avec son principal partenaire, à savoir le Bureau des droits de l'homme et de l'état de droit, il a mis en place des projets sur les droits de propriété et a proposé à des étudiants une formation spécialisée aux droits de l'homme.

**Promotion de la démocratisation des médias.** Lors de deux conférences internationales, le Centre a préconisé un processus d'octroi de licences aux médias électroniques qui soit transparent et ordonné et a plaidé en faveur de l'autorégulation des médias. Il a lancé des travaux de recherche et d'analyse en vue d'avoir une meilleure idée de la diffusion, de la rentabilité et des problèmes de qualité de la presse écrite dans le pays. Il a également continué d'offrir un appui technique à la presse écrite indépendante. Deux journaux indépendants du sud du Tadjikistan et un journal en ouzbek, y compris son supplément pour les enfants, ont amélioré la qualité de leur impression et leur tirage a progressé de plus de deux fois et demi quand le Centre a commencé à introduire progressivement des mesures destinées à en améliorer la viabilité et la rentabilité.

**Parité des sexes.** Le Centre a engagé une coopération avec la chambre basse du Parlement en vue d'aider à rédiger un projet de législation tenant compte de la problématique hommes-femmes et à améliorer les mécanismes de mise en œuvre de la loi sur l'égalité entre les sexes.

Le Centre a aidé l'Institut de formation des fonctionnaires et l'Institut de formation des enseignants à intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre les hommes et les femmes dans leurs activités professionnelles.

Il a aidé 10 centres de ressources pour les femmes à fournir un appui psychologique et juridique gratuit à des victimes de violences. Une attention particulière a été accordée à l'autonomisation des femmes, à l'amélioration de l'alphabétisation des jeunes filles, au renforcement des capacités des juristes et des psychologues, au renforcement du réseau de centres de crise et à la coopération avec les centres publics de crise.

**Lutte contre la traite.** Le Centre a aidé à sensibiliser les jeunes aux risques et aux conséquences de la traite des êtres humains ainsi qu'aux méthodes de recrutement utilisées par les trafiquants. Il a appuyé la participation de hauts responsables et d'organisations non gouvernementales à une conférence internationale et à une conférence interrégionale sur la protection des victimes et le rôle du rapporteur national dans la promotion de la coopération et le renforcement des capacités.

*Chef du Centre:*

*M. l'Ambassadeur Vladimir Pryakhin à compter du 15 juin, date à laquelle il a succédé à M. l'Ambassadeur Alain Couanon, dont le mandat s'est achevé en septembre 2006*

*Budget approuvé : 3 937 600 €*

[www.osce.org/dushanbe](http://www.osce.org/dushanbe)

## Coordonnateur des projets en Ouzbékistan

[Map page 74]

Tashkent = Tachkent

- Project Co-ordinator in Uzbekistan = Coordonnateur des projets en Ouzbékistan

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 74]

*Le Coordonnateur des projets en Ouzbékistan a étendu ses activités dans un certain nombre de domaines clés. Dans la dimension politico-militaire, ses activités ont été axées sur la lutte contre le terrorisme et la fourniture d'un appui aux initiatives de démocratisation. Le Coordonnateur des projets a lancé une nouvelle initiative visant à contribuer à l'amélioration de la formation de la police en Ouzbékistan. Dans le domaine économique et environnemental, ses activités sont venues appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour développer l'arbitrage commercial, réformer le secteur agricole et améliorer l'éducation environnementale dans les écoles. Dans le domaine de la dimension humaine, le Coordonnateur des projets a continué de fournir une assistance à l'institution du médiateur et à l'Association nationale des organisations non gouvernementales et non commerciales en Ouzbékistan.*

### Activités liées à la dimension politico-militaire

**Activités de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.** Dans le cadre de son programme visant à aider le Gouvernement ouzbek à faire face aux menaces posées par le terrorisme et la criminalité organisée, le Coordonnateur des projets, en coopération avec le Centre national de formation canine, a prévu d'organiser un cours de formation régional de quatre mois visant à améliorer les services des brigades canines en Asie centrale.

Le Coordonnateur des projets a également travaillé à l'amélioration de la sécurité des documents nationaux de voyage. Le Bureau a animé un *Atelier national sur la sécurité des documents de voyage* à Tachkent au mois de mars et aidé l'Ouzbékistan à mettre à niveau ses documents de voyage afin qu'ils répondent aux normes internationales.

**Réforme de la police.** Le Coordonnateur des projets a lancé un projet à long terme destinée à aider l'Académie de police ouzbèke à améliorer la formation de la police dans le pays. Ce projet a principalement pour objet de contribuer à la modernisation des méthodes de formation de la police et fait appel aux meilleures pratiques suivies dans la région de l'OSCE. L'objectif de cette formation est de créer une force de police véritablement à même d'assurer la sécurité et de préserver efficacement la paix et l'ordre public d'une façon conforme aux pratiques de l'OSCE.

**Démocratisation.** Afin de promouvoir la sensibilisation du public au rôle des partis politiques, le Coordonnateur des projets a organisé deux tables rondes internationales d'experts avec la participation de tous les partis politiques enregistrés en Ouzbékistan. Il a fait publier un *Manuel sur les partis politiques* et un *Manuel sur le Sénat* dans le but

d'améliorer l'accès des citoyens à l'information et de favoriser leur participation au processus démocratique.

### ***Lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme***

*Vingt-deux policiers maîtres-chiens venus d'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Turkménistan ont participé à un cours de formation régional de quatre mois sur la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, mis sur pied par le Coordonnateur des projets avec l'appui des Centres de l'OSCE d'Astana, de Bichkek et d'Achgabat et en coopération avec le Centre national de formation canine du Comité national des douanes ouzbèkes. Chaque participant a reçu un berger allemand et du matériel à utiliser à son lieu d'affectation. Les instructeurs qui ont animé les sessions venaient d'Autriche et de Russie.*

## **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

### **Activités économiques**

Le Coordonnateur des projets, en coopération avec la Chambre de commerce et l'ONG *Centre de recherche sur les problèmes juridiques*, a organisé des sessions de formation à l'intention des juges et des chefs d'entreprise des régions de l'Ouzbékistan afin d'appuyer l'application d'une loi récemment adoptée sur l'arbitrage commercial.

Il a lancé un nouveau projet pluriannuel en soutien aux initiatives sociales mises sur pied en Ouzbékistan. Ce projet offre une formation aux travailleurs sociaux et contribue à sensibiliser davantage la population aux activités de protection sociale dans le pays. Il a également lancé un projet visant à générer des revenus complémentaires dans les zones rurales grâce à la promotion de l'écotourisme.

Dans la sphère économique et environnementale, le Coordonnateur a appuyé la réforme agraire en cours en Ouzbékistan en aidant des agriculteurs et en les formant dans le domaine de la protection de l'environnement et pour des questions juridiques et financières. Le Bureau a élaboré un manuel sur les activités agricoles et l'a diffusé auprès des agriculteurs dans tout le pays.

### **Activités environnementales**

Le Coordonnateur des projets a formé des enseignants et aidé à mettre au point un programme scolaire sur les questions relatives à la protection de l'environnement et à la conservation de l'eau.

Dans le prolongement du *quinzième Forum économique et environnemental de l'OSCE*, le Coordonnateur des projets, avec l'appui de la Présidence espagnole et du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, a facilité une conférence sur la lutte contre la dégradation des terres et la contamination des sols dans la région de l'Asie centrale. Cette conférence, qui s'est tenue à Tachkent en octobre, avait pour objectif d'obtenir des résultats concrets sur le terrain grâce à un futur transfert de technologie.

## Activités liées à la dimension humaine

**Assistance à l'institution du médiateur.** Le Coordonnateur des projets a continué d'appuyer l'institution du médiateur en aidant à former son personnel et en sensibilisant le public à l'institution. Il a également facilité un voyage d'étude en Espagne et en Russie pour tirer des enseignements des expériences et des pratiques internationales dans ce domaine.

**Appui en matière d'éducation.** Le Coordonnateur des projets a fourni un appui méthodologique et pratique aux enseignants et aux étudiants en droit. Le Bureau a organisé un cours de formation sur les normes de l'OSCE et de l'ONU dans les domaines des droits de l'homme et de l'état de droit en mai, en accordant une attention particulière aux principes et engagements de l'OSCE. Il a également créé un site Internet sur l'éducation juridique en Ouzbékistan.

**Assistance à l'Association nationale des organisations non gouvernementales et non commerciales.** Le Coordonnateur des projets a assuré une série de cours de formation à l'intention du personnel de l'Association nationale des organisations non gouvernementales et non commerciales d'Ouzbékistan, et a organisé un voyage d'étude sur les meilleures pratiques dans la mise en place d'organisations non gouvernementales en France et en Slovaquie. Conjointement avec l'Association, le Coordonnateur des projets a examiné l'état actuel de développement du secteur des organisations non gouvernementales en Ouzbékistan et examiné ses perspectives d'avenir. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre de la stratégie à long terme d'appui au développement de la société civile du Coordonnateur des projets en Ouzbékistan.

*Coordonnateur des projets :*

*M. l'Ambassadeur Istvan Venczel à compter du 27 décembre, date à laquelle il a succédé à*

*M. l'Ambassadeur Miroslav Jenca, dont le mandat s'est achevé le 15 septembre*

*Budget approuvé : 1 611 500 €*

[www.osce.org/tashkent](http://www.osce.org/tashkent)